



PLAN HOPITAL DE LA HONTE LE 30 NOVEMBRE ET LES 5 ET 17 DECEMBRE, L'HOPITAL RETOURNE DANS LA RUE

***Ensemble pour ne pas livrer en festin nos services publics,
nos systèmes de santé, de protection, d'éducation,
Notre environnement et nos vies au marché
Restons mobilisé-es nombreuses et nombreux,
Pour les droits de toutes et tous***

Malgré la colère des hospitalier-es qui s'exprime depuis bientôt 8 mois, le gouvernement continue à dérouler ses réformes. Son « **Plan d'Urgence** » répond à tout sauf aux 3 revendications de base : **plus de lits, plus de personnels, plus de salaire**. Il sait en effet que nos revendications remettent fondamentalement en cause sa gestion libérale des services de soins, sociaux et médico-sociaux, comme des entreprises marchandes sur un marché concurrentiel, avec pour objectif la baisse des dépenses publiques. Celle-ci se traduit dans un PLFSS 2020 qui ne finance même pas l'existant !

Les miettes proposées par Agnès BUZYN pour tenter d'éteindre l'expression de la colère de plus de 250 services d'Urgences en lutte n'ont pas suffi, bien au contraire, elles ont mis l'étincelle à tous les étages de l'hôpital public, ouvrant le bal des contestations à de nouveaux collectifs : Inter Blocs, Inter Urgences, Inter Hôpitaux, au Printemps de la psychiatrie.....

Le soutien des Organisations Syndicales ainsi que la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et des Maternités de Proximité a permis, le 14 novembre, la convergence dans une énorme manifestation parisienne, de plus de 20 000 professionnel-les et usager-es refusant l'affaiblissement organisé de notre système de santé. Une mobilisation marquée par un très beau cortège où un très grand nombre des militant-es SUD Santé Sociaux ont arpenté le pavé de la contestation, pour dire non à la Casse de l'hôpital et de notre protection sociale.

Professionnel-les issu-es de différentes structures hospitalières, de services du social et du médico-social et les usager-es, se sont déplacé-es de toute la France, pour dénoncer les dégradations des conditions d'accueil et de soins et les maltraitances institutionnelles.

Paramédicaux, médecins, internes et externes, administratifs et ouvrier-es, nous étions des milliers à dénoncer la surdité gouvernementale et sa logique budgétaire, qui conduit de plus en plus à des soins imparfaits, entraînant la perte de sens de nos métiers, l'épuisement professionnel et la fuite des collègues, en souffrance éthique, vers d'autres horizons professionnels. Nous y avons exprimé massivement notre ras le bol de leur politique de rationnement excessif, de leur management agressif et infantilisant. Nous avons refusé la confiscation de notre bien commun.



La mobilisation du 14 novembre a ouvert la voie d'un possible d'un avenir commun, du local à l'international, entre réorganisation de la production et le partage des richesses. Il s'agit de faire société au lieu de faire entreprise et empêcher la livraison de nos services publics de santé et de protection sociale et de nos vies en festin au marché.

Pour cette raison, l'essentiel réside dans la capacité à se mobiliser encore plus fort après l'annonce des pauvres mesurées du plan Buzyn/Edouard/Macron. **Nous demandons plus de moyens et on nous répond « management » et division par saupoudrage de primes.** Des échéances s'imposent pour amplifier le son de la protestation, pour le redéploiement de l'Etat Social et sauver notre système de santé et de protection sociale de la tenaille et de la concurrence du privé lucratif.

Pour s'opposer à leur projet de démantèlement de nos systèmes de protections sociales, la Fédération SUD Santé Sociaux appelle à la mobilisation, afin que le droit des populations ne soit pas entravé et faire entendre nos revendications, en s'associant aux intersyndicales et aux collectifs en lutte :

La Fédération SUD Santé Sociaux appelle à combattre :

- Cette réforme de retraite du système à point, à lutter pour l'amélioration du système actuel, la reconnaissance de la pénibilité et la revalorisation la minimum vieillesse et l'égalité femmes-hommes
- A la résistance aux politiques de dynamitage en cours, qui voudraient altérer nos conditions de vie, d'existence et nos systèmes de solidarité

La Fédération SUD Santé Sociaux revendique :

- Des effectifs pour une prise en charge de qualité et de sécurité pour nos patients
- Des lits à hauteur des besoins de la population et l'arrêt des fermetures d'hôpitaux et de services.
- Des moyens pour la psychiatrie et pédopsychiatrie pour des pratiques accueillantes et humaines
- La création de milliers d'emplois
- la revalorisation des salaires de 300€ minimum net par mois.
- Des vraies politiques sociales dans les services sociaux et médicaux sociaux

La Fédération SUD Santé Sociaux exige :

- L'abrogation du plan santé 2022, la T2A et les GHT
- L'abrogation de la loi de janvier 2002 et du projet SERAFIN-PH
- L'abrogation de l'Ordonnance du 11 septembre 2019 relative à la justice pénale des mineurs.

Pour la Défense de nos biens Communs : Sécurité Sociale, Retraites, Santé, Education, Prestations Familiales, Sociales, Protection Sociale de l'Enfance des Familles, Soutien aux adultes en difficulté, la liberté de circulation et d'installation et pour la défense de nos Conventions Collectives, de la Fonction publique et des Services publics, la Fédération SUD Santé Sociaux appelle à la mobilisation et soutient l'AG du Printemps de la psychiatrie du 30 novembre dès 10h30 au Théâtre de Gennevilliers

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Le 30 novembre autour des initiatives locales auprès de la population

Le 5 Décembre, contre la réforme des retraites

17 Décembre une mobilisation nationale de tous les hospitalier-es et les usager-es